

N° 114/CA du Répertoire

N° 2002-61/CA3 du Greffe

Arrêt du 29 août 2012

AFFAIRE : ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRAIDE DE ZOGBADJE (ADEZ)

C/

**-MAIRIE D'ABOMEY-CALAVI ET
-PREFET DU DEPARTEMENT
DE L'ATLANTIQUE ET DU LITTORAL**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Abomey-Calavi du 05 juillet 2008, enregistrée au greffe de la Cour le 04 juillet 2008 sous le n°461/GCS, par laquelle l'Association de Développement et d'Entraide de Zogbadjè (ADEZ) dans l'arrondissement d'Abomey-Calavi a introduit un recours pour excès de pouvoir aux fins d'annulation d'une part de la décision n°21/002/C-AC/SGA/SAC du 24 décembre 2007 du conseil communal d'Abomey-Calavi relative au lotissement en cours dans la tranche 2 (Agori 2) d'Abomey-Calavi, et d'autre part de l'arrêté préfectoral n°2/067/DEP-ATL-LIT/SG/SP-AT du 18 février 2008 portant approbation des études d'urbanisme et du lotissement de Togoudo, Houèto, Tokan, Ahossou-Gbéta et de la deuxième tranche de l'arrondissement central de Calavi ;

Vu les lettres n°137/GCS et n°138/GCS du 16 février 2009 mettant en demeure et invitant la requérante respectivement à consigner conformément à l'article 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême, et à régulariser sa requête par timbrage de sa requête conformément à l'article 682 du code général des impôts ;

Vu les lettres n°2302/GCS et n°2303/GCS du 06 décembre 2011, reçues et déchargées par monsieur CHAFFA Michel le 09 décembre 2011 lui renouvelant la mise en demeure aux fins de consignation et l'invitation à régulariser le recours par la formalité de timbrage



Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Oùï le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Oùï l'avocat général Lucien **Aristide DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que la requérante expose qu'avant le démarrage des opérations du lotissement de la tranche Agori 2 d'Abomey-Calavi un document cadre avait été adopté en Assemblée Générale de toutes les populations riveraines de l'école primaire publique d'Allègléta ;

Qu'il a été retenu que le lotissement des localités concernées revête un caractère social avec un coefficient de réduction maximum de 30% ;

Que contrairement à cette volonté des populations concernées, résultat d'un large consensus avec le gouvernement pour un climat social apaisé, le conseil communal d'Abomey-Calavi par décision n°21/002/C-AC/SG/SGA/Sac a porté le taux de réduction à 33% ;

Que cette décision portant le coefficient de réduction à 33% a été approuvée et entérinée par l'arrêté préfectoral n° 2/067/DEP-ATL-LIT/SG/SP/AT pris le 18 février 2008 par le préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral ;

Que les actions des populations en direction du maire d'Abomey-Calavi, du préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral, du ministre en charge de l'urbanisme et de l'habitat et du Président de la République sont restées sans effet ;



Que c'est pourquoi elle sollicite de la Cour que justice soit faite relativement aux décisions du conseil communal d'Abomey-Calavi et du préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral de porter le coefficient de réduction du lotissement en cours dans la tranche 2 d'Abomey-Calavi, Togoudo, Houèto, Tokan et Ahossou-Gbéta à 33%

EN LA FORME

Considérant que l'article 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 dispose : « *Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme de quinze mille (15.000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai ;*

La consignation de somme est justifiée par la production d'un récépissé de versement ... » ;

Considérant que mise en demeure, par lettre n°137/GCS du 16 février 2009, à s'acquitter de la consignation légale, la requérante s'est abstenue de le faire

Considérant que, à nouveau, mise en demeure à payer la consignation légale par lettre n°2302/GCS du 06 décembre 2011, la requérante n'a pas réagi ;

Que par conséquent, il y a lieu de la déclarer déchue de son recours.

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : L'Association de Développement et d'Entraide de Zogbadjè (ADEZ) est déchue de son recours.

Article 2 : Les frais sont mis à la charge de la requérante.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur Général près la Cour suprême.




Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA, conseiller à la chambre administrative ;

PRESIDENT ;

Eliane R. G. PADONOU

Et

Etienne FIFATIN

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt-neuf août deux mille douze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Lucien Aristide DEGUENON, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER ;

Et ont signé :

Le Président-rapporteur,



Jérôme O. ASSOGBA

Le Greffier,



Hortense LOGOSSOU-MAHMA